



GRANDE  
LOGE  
FEMININE  
DE FRANCE

Institut  
Maçonique  
Européen

DE LA G.L.F.F.

## RÉUNION AU BEPA

5 novembre 2013

Messieurs les Présidents, Mesdames, Messieurs,

Nous voici au terme de « l'année du citoyen européen » ; au terme d'une année de réflexion et de célébration d'une notion, qui bien qu'introduite il y a 20 ans dans l'un de nos traités, est restée majoritairement virtuelle au sein des états européens qui se sont agrégés au fur et à mesure à une construction européenne **économique**... comme si l'Europe avait continué par d'autres moyens la poursuite du « Plan Marshall » depuis soixante ans !

Mais comme l'a dit Edgar Morin « Malgré « la » diversité ethnique, le propre de la culture européenne est d'avoir secrété des réalités qui sont devenues capitales dans la vie quotidienne de tous et dans le destin de nos nations. »

La crise économique mondiale qui bouleverse toutes les économies a secoué fortement l'UE. Si elle est restée unie, elle a tremblé sur ses bases et pour rester en équilibre elle a du prendre vis-à-vis de ses Etats membres des mesures drastiques de compression de la dette et de compression budgétaire Mesures mal ressenties, mal vécues par des populations très fortement inquiètes, à juste titre, pour leur avenir.

Les bases élémentaires d'une collectivité, à savoir la reconnaissance et le respect mutuels entre les institutions et le peuple s'effritent. Cela entraîne l'exacerbation des particularismes et intégrismes et le repli sur les intérêts individuels.

Nous sommes à la veille d'une élection majeure pour l'Europe qui risque malheureusement de porter aux responsabilités nombre de partis populistes, très majoritairement réfractaires à une Union politique qui ne peut que leur être défavorable. Il est pourtant illusoire de croire que les solutions pourront être apportées au seul plan national.

Face aux deux blocs, l'asiatique, d'une part, avec le leader-ship de la Chine et le bloc américain, d'autre part, avec les USA et la vitalité des pays sud américains, les Etats européens n'ont d'avenir que dans l'UE.

L'Europe unie sur le plan politique est seule apte pour assurer un développement durable dans sa triple dimension économique, sociale, écologique ; indispensable pour apporter des réponses éthiques aux progrès des sciences du vivant et enfin apporter des réponses de solidarité aux évolutions démographiques, garantir l'application de la Charte des Droits fondamentaux ; pour défendre ses biens collectifs et leur financement : éducation, services public, protection des salariés, protection sociale, santé; pour imposer ses normes, créer du droit. La construction d'une Europe politique est ainsi la condition d'une Europe sociale, elle-même indispensable à la stabilité démocratique et l'égalité de tous les citoyens

Ce sont bien sûr des questions complexes, et les réponses ne sont pas simples mais ce qui doit être dénoncé et par conséquent corrigé

- C'est l'absence d'un débat public éclairé sur l'intérêt collectif des citoyens de l'Europe, dans la mesure où rien ne prouve qu'il coïncide avec celui des détenteurs de pouvoir au niveau européen.
- C'est l'absence de clarification collective des enjeux de partage de souveraineté.
- C'est la confiscation du débat et son remplacement par une fuite en avant à travers une politique d'élargissement faisant l'impasse sur des questions fondamentales et aboutissant à un espace composé de pays de plus en plus inégaux rendant la tâche de plus en plus difficile.
- C'est le comportement des élites nationales et des médias à l'égard de l'Europe : déficience d'information, voire désinformation sur les enjeux et les réalités.
- C'est le manque d'information quant au travail fourni par les députés européens : pas de retransmission des sessions, pas assez d'articles dans les journaux, pas de débats télévisés.
- C'est le contact totalement insuffisant entre les électeurs et leurs députés européens.
- C'est l'utilisation par les discours politiques nationaux de l'Europe comme intégrateur négatif jusqu'au choix parfois peu opportun des candidats aux élections européennes.

### Pour le fonctionnement démocratique

- Il est urgent de revenir aux valeurs de la Charte des Droits fondamentaux et de faire en sorte que ces Droits soient respectés par tous les Etats membres avant de songer à tout élargissement.
- Les manquements démocratiques des Etats membres aux valeurs de la Charte doivent être aussi sévèrement réprimés que le sont aujourd'hui les entraves à la libre concurrence.
- Le pouvoir d'initiative du Parlement doit être élargi pour renforcer le processus démocratique.
- A l'inverse, le pouvoir décisionnaire du Conseil européen doit lui être réduit.
- Les listes électorales devraient être établies à l'échelon transnational européen sur des programmes communs et non à l'échelon national.
- Les commissaires européens doivent rendre compte de leur action et de leur bilan au Parlement européen.

- Le cumul des mandats et le passage des lobbies à la Commission et vice versa, avant ou après, devraient être interdits.
- Il faut associer la société civile au processus d'évaluation des institutions de l'UE et pour ce faire faire appel à des experts indépendants pour veiller à la définition des normes.

### Pour une solidarité européenne réelle

- Il est urgent de dresser un état des lieux des inégalités les plus criantes et de définir un pacte social européen sur un salaire minimum, sur les temps de temps de travail, le système de santé.
- D'avoir un véritable débat sur le système bancaire et sur le rôle de la Banque européenne.
- D'avoir une politique fiscale commune.
- Enfin à terme, pour une vraie solidarité, le Parlement devrait pouvoir appeler directement la contribution des Etats et être ainsi maître de son budget et non à la merci de leur bonne volonté.

### Pour clarifier et renforcer l'appartenance européenne

- Il faut agir dès l'école, avoir un programme commun de l'histoire européenne et une éducation civique européenne.
- Multiplier les échanges scolaires et universitaires mais aussi des échanges de formation professionnelle.

### Pour améliorer sa communication

- L'U.E. doit en premier lieu clarifier la parole des experts pour qu'elle soit compréhensible par le plus grand nombre et pour cela veiller à un réel multilinguisme, la communication en anglais n'est comprise que par moins de 10 % pour cent de la population européenne.
- Veiller à l'amélioration de la communication des états européens sur les questions européennes.
- Remédier à la défaillance des médias privés quant à l'information du public sur les politiques de l'Union, voire à leur effet négatif, par l'établissement d'un cahier des charges ou la création d'un service public européen.

Une Europe unie sur le plan politique, avec des Institutions réellement démocratiques apparaît comme une étape nécessaire et pertinente pour s'imposer face aux autres acteurs mondiaux, pour défendre nos choix de société, face à cette mondialisation des économies et marchés financiers. L'Europe n'est pas une menace mais doit être un destin maîtrisé.

J'aurai, Messieurs les Présidents, encore beaucoup à dire, vous trouverez le complément dans le document que l'Institut Maçonique Européen de la Grande Loge Féminine de France a préparé sur ce sujet, document que j'aurai le plaisir de vous remettre.